

DÉBAT PUBLIC PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DE L'ÉNERGIE

DU 19 MARS AU 30 JUIN 2018



DEBAT PUBLIC PPE : Si demain est tout électrique, avec quelle énergie ?

Débat public organisé par l'Institut Européen d'Ecologie



INSTITUT EUROPÉEN D'ÉCOLOGIE

Mercredi 12 juin 2018 19h à l'hôtel de ville de Metz

- Marie Anne isler Béguin, présidente de l'Institut Européen d'Ecologie, présente les intervenants présents :
 - Floran Augagneur, vice-président de la Commission Nationale du Débat Public (CNDP), organisme en charge de la gestion des débats, saisi par le ministère de la transition écologique et solidaire.
 - Sabine François, Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME)
 - Norry Schneider, co-fondateur du réseau citoyen de Transition Minett et membre du Conseil Supérieur pour Un développement Durable du Luxembourg,
 - Isabelle Hoellinger, membre de Mirabel Lorraine Nature Environnement
 - Julien Vieille, conseiller Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC)
 - Dominique Gros, maire de la ville de Metz

DÉBAT PUBLIC PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DE L'ÉNERGIE

DU 19 MARS AU 30 JUIN 2018



Compte-rendu des interventions

Sabine François :

L'ADEME est impliquée dans ce débat parce qu'elle apporte comme tout citoyen sa parole au débat ; on a en Grand Est des enjeux assez similaires au national : on a un profil énergétique favorable aux ER, on a atteint de bons résultats en Alsace grâce à l'hydroélectricité, la partie biomasse à partir du bois et de bio méthane, des éoliennes en Champagne- Ardennes, une des premières régions en terme de production donc, et la géothermie profonde qui a déjà plusieurs années de recherches. Certaines filières comme l'hydrogène vont sans doute être boostées pour nous permettre de dépasser plusieurs objectifs. Sur la partie consommation, notre profil est différent car nous avons encore beaucoup d'industries, et le poste industrie et bâtiment sont fortement consommateurs, tout comme le poste transport. Pour apporter des éléments tangibles qu'il faut faire ressortir dans ce débat en particulier, c'est : ne partons pas sur un tout électrique, comme on a fait un tout pétrole, mais soyons capables de partir des ressources du territoire. On est persuadés que la transition énergétique se fera par les territoires. Le temps des grands méthaniers est révolu, on ne pourra pas rester dépendant du nucléaire, nous devons permettre aux territoires d'être autonomes. En développant les ER, nous créerons de l'emploi, du transfert vers des emplois verts non délocalisables. Si on veut atteindre les objectifs de massification des ER, nous devons gagner en flexibilité. Sur les réseaux, avec nos voisins, en récupérant par exemple de la chaleur perdue d'industriels, et ne pas partir sur un seul choix énergétique. Nous sommes encore sur des éléments de recherche, mais de beaux projets nous attendent encore et restent à développer.

Norry Schneider :

"L'initiative citoyenne que je représente aujourd'hui provient d'un mouvement anglais basée sur l'analyse qu'il existe un changement climatique et qu'il faut réagir, que le pic sur les ressources nécessite d'agir vite, mais avec un parti-pris disant qu'il ne sert à rien de tomber dans l'apocalypse, rester lucide et sur les chiffres, mais avancer à petits pas via des initiatives citoyennes, dans l'énergie renouvelable entre autres. Au Luxembourg, nous partageons une frontière et des employés, et le" pays possède un bilan énergie/carbone parmi les pires du monde. Notre empreinte dit que si chaque citoyen vivait comme un Luxembourgeois, il nous faudrait 6 à 8 planètes pour vivre. Bien sûr nous avons beaucoup de travailleurs frontaliers dont on pourrait croire qu'ils font gonfler notre bilan carbone, mais il s'agit surtout, dans le domaine des transports, de notre "tourisme à la pompe" qui implique un nombre de camions faisant un détour pour profiter des prix compétitifs de nos carburants, et notre

DÉBAT PUBLIC PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DE L'ÉNERGIE

DU 19 MARS AU 30 JUIN 2018



économie en profite, puisque 10% des rentrées des caisses de l'Etat proviennent de ce gain. Au niveau national, nous possédons deux ministères, un pour le climat et un pour l'énergie, et leur partis n'ont souvent pas la même couleur, la coordination est parfois difficile malgré des évolutions positives... Les élections législatives à venir pourraient aider. J'ai la chance d'accompagner l'élaboration de l'agenda 20-30, puisque je fais partie du conseil de développement durable, et on essaie de voir comment il peut s'intégrer dans tous les domaines. On parle beaucoup d'économie circulaire au Luxembourg, et nous réécrivons actuellement le plan climat, en compagnie de toutes les parties prenantes. En ce qui concerne le tout électrique, je salue vos propos disant qu'on ne pourra pas miser dessus, si on remplace toute la technologie gazoil par l'électrique. Cela aurait un effet "rebound", comme une balle en caoutchouc le problème reviendrait sous une autre forme alors que vous pensiez l'avoir résolu. Je me base un peu sur l'analyse de l'association française Négawatts, disant qu'il faut développer les énergies renouvelables pour remplacer les fossiles et nucléaires, mais également partir sur des stratégies de sobriété, sobriété heureuse à la Pierre Rabhi sans pour autant revenir à l'époque des chandeliers, et appliquer toutes les mesures d'efficacité énergétique. Pour un réseau citoyen comme le nôtre (Minett), ce qui est important c'est le 4^{ème} pilier, les questions de gouvernance. Parce que la décentralisation du pouvoir est une bonne chose et beaucoup d'acteurs peuvent contribuer au niveau du territoire, parmi les citoyens.

Isabelle Hoellinger :

Mirabel LNE que je représente ce soir, propose que le débat soit beaucoup plus large, l'énergie est au cœur de nos vies. Réfléchir à notre mobilité, on ne va pas refaire notre passé et nos actions, notamment au niveau du nucléaire, et le bilan est plutôt mauvais. Nous n'avons actuellement pas trouvé de moyen de recycler ces déchets nucléaires, les centrales vieillissent et vont devenir de plus en plus dangereuses, et la transition à effectuer est de taille puisque 75% de notre énergie aujourd'hui provient du nucléaire.

Dans le sillon mosellan on sait ce qu'est le problème de mobilité, le modèle tout voiture, même si on apprécie tous le confort, on reste les premiers à déplorer l'air qu'elle nous fait respirer. Il nous faudrait réduire son utilisation. Le 100% renouvelable est possible, avec les technologies qu'on possède, avec celles qui arrivent, et on peut l'espérer pour 2050. A quel moment on met en place, en amont, els moyens ? Car les citoyens sont plus souvent victimes, et sont contraints d'avoir deux voitures, par exemple, il faut voir où nous en sommes au niveau du déplacement collectif par exemple. Une autre réflexion à mener et celle de la construction et l'isolation des bâtiments ; on fait aujourd'hui principalement de la construction neuve en passif, des idées émergent, même farfelues, mais il faut bien débiter et chercher, pour trouver, et définir la place de l'énergie dans notre vie et que la population pourra suivre.

DÉBAT PUBLIC PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DE L'ÉNERGIE

DU 19 MARS AU 30 JUIN 2018



Julien Vieille :

Pour resituer l'ALEC du Pays Messin, c'est une association à but non lucratif qui existe depuis 2011 et porte différents services issus d'un financement public, ADEME région et collectivités territoriales. Les services sont au nombre de quatre, mais celui dont on va parler aujourd'hui et celui de l'accueil info énergies, qui vise à aider les particuliers en maison individuelle ou en appartement sur tout ce qui a trait à la rénovation énergétique ou au développement des ER.

Depuis 2016 nous avons mis en place un accompagnement qui va plus loin, on va aider le particulier de l'état des lieux jusqu'à l'identification des travaux et au suivi des travaux, afin que le particulier puisse aboutir au résultat qu'il avait envisagé. En Lorraine, nous sommes un des territoires où le parc bâtiment est un des plus consommateurs, c'est historique. Les industries du charbon et de la mine permettaient des ressources importantes et peu chères. Les considérations pour l'isolation n'étaient pas primordiales, et on a vu apparaître avec le temps un nombre importants de ménages lorrains considérés comme précaires : on considère comme précaire un ménage qui utilise pour au moins 10% de leurs revenus dans l'énergie. Pour se chauffer, dans la cuisine mais également pour se déplacer. La part mobilité est à intégrer, et on voit fleurir des lotissements de bâtiments certes passifs, dans les villages par exemple, mais éloignés des centres d'activités. Ce paramètre est à prendre en compte.

On fait en sorte d'épargner leur budget énergie en proposant des animations sur les éco-gestes, permettant d'économiser 20 à 30% de leur consommation. Des petites astuces, telles que baisser le chauffage d'1°. C'est 7% d'économie. Installer des rideaux permet un gain d'énergie contrairement aux volets. Les appareils électriques tels que tablette, téléviseur, ordinateur portables laissés en veille sont des consommations "discrètes", faibles mais qui tournent sur des très longues durées. Utiliser des prises avec interrupteurs est utile. Sur des équipements tels que les réfrigérateurs et congélateurs doivent être dégivrés afin d'éviter la surconsommation. Voilà des éco gestes qui permettent de faire des économies en plus du conseil sur les aides disponibles pour ce public. Pensons également à la sobriété nécessaire, les ressources pétrolières peuvent disparaître, et développer les ER permettra de reporter le risque, mais pensons avant tout "frugalité".

Dominique Gros, maire de Metz, exemple de la ville et de ses projets réalisés. (powerpoint)

- Engagement de diminution de 40% des GES pour 2030, signature à Bruxelles.
- Rénovation de 310 bâtiments municipaux
- Développement d'un programme d'ER
- Efficacité de la rénovation énergétique
- Usine d'électricité de Metz, UEM, une usine à part

DÉBAT PUBLIC PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DE L'ÉNERGIE

DU 19 MARS AU 30 JUIN 2018



Questions de l'assistance

Claude Lehr, membre de Mirabel Lorraine Nature Environnement :

Plusieurs propositions par rapport à la sobriété énergétique : N'y aurait-il pas un moyen d'abaisser la puissance de l'éclairage, voire de supprimer les luminaires comme à Epinal ou en Bretagne, éteindre les lumières de 22h à 5h du matin ? La biodiversité nocturne en pâtit également. Deuxième chose, qu'en est-il du solaire thermique ? Le plus gros producteur local de ces panneaux exporte 80% de sa production à l'étranger. Le photovoltaïque, ce sont des milliers de m² qui sont libres sur nos toits, elles pourraient permettre la production propre d'hydrogène en plus des puits d'hydrogène naturels, voici des exemples concrets pour avancer sur le débat, démarrer des opérations aujourd'hui pour qu'en 2050 des vœux tels que ceux de Négawatts ou de l'ADEME puissent se réaliser.

Aujourd'hui on a autorisé Total à importer de l'huile de palme pour produire du carburant, alors qu'on aurait pu favoriser la production de carburant avec des micro-algues, que l'on peut fabriquer chez nous.

Guy Cambianica, élu adjoint à la mairie de Metz :

Le premier aspect évoqué, est celui de ce qu'on ne doit pas consommer. Les entreprises industrielles ont un gisement de productivité de plus de 30% lié aux économies d'énergie. Soit au travers de leur fonctionnement, soit au travers d'algorithmes de production qui permettent d'économiser jusqu'à 80% d'énergie. Nous les connaissons mais ils ne sont pas mis en œuvre malgré des retours d'investissement de moins de 3 ans, mais il manque un moteur essentiel, l'argent. Il est difficile de mobiliser de l'argent pour lancer les processus au travers de nos instituts financiers qui ne prennent aucun risque.

Deuxième point, certaines rigidités. Le comité de pilotage de l'A31 : évoquer d'autres moyens de transport que la voiture, par exemple la superposition d'un réseau de monorail à un coût raisonnable, on a en retour des sourires amusés de gens qui ne raisonnent que par le goudron et la route. Même un projet que j'ai tenté de développer, tel que la mini centrale hydraulique est sans cesse remis en question voire empêché par EDF par exemple, alors qu'il en existe maintenant des milliers en Europe du Nord.

Le dernier aspect, c'est l'éducation. Peu de respect sur les opportunités que l'on met à disposition des citoyens tels que les vélos, la voiture mobilise l'espace public au-delà de ce qu'elle devrait, et ce genre d'incivisme devrait être verrouillé en amont.

Mme Sabine François de l'ADEME propose que pléthores de dispositifs de financement soient mis en avant, tels que la Caisse des Dépôts, la Banque Publique d'Investissement, des Fonds Européens, un budget de l'ADEME qui va être augmenté et qui peut proposer des montages financiers, prêts à taux zéro et crédits d'impôts et pourtant, il y a une certaine filiosité des

DÉBAT PUBLIC PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DE L'ÉNERGIE

DU 19 MARS AU 30 JUIN 2018



entreprises à en profiter. La dimension sociologique est importante également, il faut travailler à une éducation du public pour, par exemple, la réduction des déchets.

Martine Delamare :

à l'attention de F. Augagneur, vous nous dites que votre commission du débat public fera remonter nos questions et demandes au ministère de la transition écologique, et que ses conclusions, refus de propositions ou autres devront être justifiés. Je vous demande alors, qui, quoi, comment va-t-on l'obliger à justifier ces décisions ? Et autre question : il faut parler de la diversification certes, mais il faut insister sur le pourquoi. Pourquoi se passer de l'électricité ? Pourquoi ne pas essayer le moteur à l'eau ? Et pourquoi ne pas se battre contre l'utilisation des agro carburants, sujet important et vaste dont on n'aura sans doute pas le temps de parler ce soir.

Réponse de Floran Augagneur : la CNDP est une autorité administrative indépendante, nous sommes saisis obligatoirement pour tout projet d'infrastructure local supérieur à 300 000 euros. C'est le premier débat public national sur un programme, et nous allons rendre nos conclusions le 30 août sous forme de synthèse, et le maître d'ouvrage, le ministère donc, devra prendre des décisions et les motiver en fonction de nos conclusions, et seront publiques par la CNDP.

Sabine François précise qu'on ne peut se passer de commencer en fixant les orientations. Il faut montrer des cibles qui nous tiennent à cœur, mais il faudra passer par des décisions et des lois, car les grands choix amènent des orientations budgétaires, il faut financer ces projets. Si on doit pouvoir donner des crédits d'impôts, pour l'installation de panneaux solaires par exemple, il faut que les décisions soient prises en amont. Par exemple l'installation de chauffages électriques, dans certains pays ils sont interdits depuis 30 ans mais en France, pour profiter de l'énergie nucléaire qui a été mise en avant il y a quelques décennies, les mesures financières pour que ce type de chauffage soit installé étaient avantagées, et nous en sommes aujourd'hui un peu prisonniers. A part quelques aficionados, des personnes qui se sont intéressées aux autres systèmes, la plupart des foyers bâtis sont restés sur des normes qui ont longtemps été financées de la sorte.

Jean-Michel Sylvestre, patron de Vent d'Est, entreprise familiale d'énergies renouvelables sur les territoires ruraux.

Ma question s'adresse à Mme François et à M. Augagneur, au sujet de la fiscalité. On a de belles opportunités, et des industriels qui ont envie de faire des réseaux autoportés, mais les taxes d'accès au réseau sont un gros frein et découragent l'investissement des entreprises car il faut passer par ces réseaux publics. Ce que j'aimerais dire au ministère, c'est ouvrez aux industriels et aux collectivités l'opportunité de générer leur énergie sans devoir payer ces taxes. Le réseau est un actif collectif fantastique, mais qui manque de capacité pour

DÉBAT PUBLIC PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DE L'ÉNERGIE

DU 19 MARS AU 30 JUIN 2018



accueillir plus de capacités de générations et de connexions. Si on nous ouvre les vannes, on va faire de grands pas en avant.

Pierre Vernin, président d'une association d'éducation à l'environnement.

J'avais plusieurs réflexions ; attention aux ER : A ne pas détruire de la biodiversité par exemple en forêt, qui elle n'est pas renouvelable, il faut proportions garder, et ne pas risquer d'avoir en forêt les mêmes problèmes qu'on a de nos jours en agriculture. Dans le même point, une autre alerte à prendre en compte est celle de l'espace. Pourquoi installer du photovoltaïque dans des champs plutôt que sur du bâtiment public ? Ils ont des tailles importantes, et on ferait des économies comme au Luxembourg par exemple, sur certains commerces.

Comment le citoyen va s'investir ? On subit des freins. Si la commune ne fait pas, pourquoi le ferions-nous ? Il faut montrer l'exemple. On nous conseille sur comment faire des économies, mais c'est tout de même le propriétaire qui doit investir, sans garanties d'ailleurs. Pourrait-on dire qu'il existe un prêt par exemple, qui sera remboursé si ça fonctionne ? Qu'on ne dépense pas plus que de raison.

Nora Vernin, conseillère municipale.

Dès qu'il y a nouveau bâtiment, il faut penser environnement. Dès que l'on propose d'installer des dispositifs plus économes en énergie, on nous répond financement, que c'est trop cher. Pour les éoliennes c'est le même souci, l'argent manque et si en plus certains collectifs de protection s'opposent et incitent les décideurs à faire marche arrière, on ne peut finalement jamais avancer. Concernant l'éclairage nocturne, sur Metz Métropole, certaines communes ont instauré l'éclairage nocturne de minuit à 5h du matin, avec un amortissement très rapide. Nous l'avons mis en place il y a trois mois sur Volstroff, et après concertation publique, les premiers opposants disent qu'il risque d'y avoir une augmentation des cambriolages alors qu'il est connu que ceux-ci ont lieu en majorité en journée, par exemple. Une certaine éducation de la population est nécessaire.

Mme Hoellinger intervient pour encourager ce genre d'initiative, précisant que Mirabel LNE entend augmenter la part de participation concrète des citoyens, et de leur intégration dans les projets. Atteindre 15% des projets laissés à l'initiative des citoyens. S'il y a investissement, il y a réduction des oppositions. Il faut se poser la question d'où vient l'électricité qu'on a à la prise. Si on n'a pas de centrale nucléaire à proximité, on ne se rend pas forcément compte. L'argument final que, par exemple, une éolienne est laide et entache le paysage, ne doit plus être pertinente.

Norry Schneider rebondit sur le fait qu'on parle d'investissement plutôt que de coût. Un exemple développé au Luxembourg ou en Allemagne, c'est que des acteurs publics mettent à

DÉBAT PUBLIC PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DE L'ÉNERGIE

DU 19 MARS AU 30 JUIN 2018



disposition des infrastructures, des toitures, et les citoyens investissent et cela donne du relief politique.

Il y a une spirale de mise en réseau des connaissances, une appropriation du projet pour que l'argument du coût soit démodé et que ce soit souligné.

Julien Vieille, pour rester sur la partie investissement, précise que quand un particulier souhaite entreprendre des travaux, il demande souvent quand c'est rentable. Si vous achetez une cuisine, vous ne demandez pas si elle va être rentable ? Il faut arrêter de penser économie, et se dire que ce geste sert une bonne cause et qu'il est possible d'orienter son épargne dans ce genre d'investissement. Vous êtes des consommateurs et vos choix de consommation sont un acte engagé.

Dominique Ronga, élue de l'agglomération du Grand Verdun.

Nous apprécions ce qui est fait à Metz, et à notre échelle nous avons porté nos efforts sur les transports doux, en ville et hors de la ville. Dans la ville, nous expérimentons une navette électrique sans chauffeur, pour 12 personnes maximum. Nous essayons aussi de réduire la consommation d'eau en jouant sur les tarifs, plus faibles pour les gens utilisant une petite quantité d'eau plutôt qu'être dégressif. Nous avons également un projet d'usine de méthanisation. Hors mon statut d'élue, je voudrais parler de Bure, et de l'enfouissement prévu des déchets radioactifs : déjà, il va falloir les apporter, nous allons avoir un tourisme de déchets nucléaires. Possibilités de trains qui déraillent, d'accidents. Une fois arrivés, ces colis seront chauds, on ne pourra pas les enfouir. Il faudra les laisser à l'air libre, les arroser, abattre la forêt pour leur faire de la place, et trouver l'eau pour les refroidir. Ils seront ensuite descendus à 500m de profondeur. L'argument choisi pour ce site est que le sol est fait d'argile. On peut se poser la question, l'argile n'est pas souple et rien que la construction de route sur ce sol pose problème car les routes s'enfoncent. Si l'argument est d'aller les récupérer, en est-on sûr ? Ils seront profonds et vont probablement glisser et descendre, et un rapport affirme qu'une explosion est inéluctable. Accessoirement, sous ce site à Bure, nous nous privons également d'une grande ressource de géothermie. Le tout est donc une aberration environnementale. Qu'on cesse de pourrir la vie de tous les gens qui habitent dans ce coin. Les commerces ferment dans les villes voisines, les gens déménagent, ce sont devenues des ghost city.

Floran Augagneur précise qu'un débat sur le sujet de l'enfouissement des déchets radioactifs sera également proposé par la CNDP à la demande du ministère de la transition écologique.

René Darbois, adjoint au maire de Metz en charge du développement durable.

Sur les questions d'énergie, une certaine transversalité est nécessaire. Nous sommes en recherche de solutions pour être une ville à énergie positive. Nous essayons d'être exemplaires, et si à l'époque nous étions traités de fous car on craignait de ne pas être

DÉBAT PUBLIC PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DE L'ÉNERGIE

DU 19 MARS AU 30 JUIN 2018



rentable, mais le vrai message à faire passer au ministère de la transition énergétique, il faut absolument massifier le plus largement possible les passoires thermiques que nous avons. Il va falloir accompagner les bailleurs et les particuliers, et je ne voudrais pas que l'Etat oublie cette rénovation énergétique sur tout le territoire, national.

Nacer Bendouati, agent sur la centrale de Cattenom.

Le seul point qui m'interroge est qu'on ne parle pas du fait que l'ER est intermittente, sauf pour l'hydraulique mesurable et gérable, mais même en diminuant la consommation, la stabilité du réseau et éviter le black out, c'est de prendre en compte que la production est égale à la consommation, car l'énergie n'est pas stockée. Il n'y a aucune technologie qui permette un bilan carbone raisonnable, le sujet est oublié dans le débat, les essais en Allemagne et au Danemark n'ont fait que faire tripler l'empreinte carbone de ces pays. Si on passe au 100% renouvelable, on met quoi en face ?

Réponse d'Isabelle Hoellinger : le nucléaire est la plus intermittente justement, indirectement, car par exemple le chauffage électrique nécessite d'importer d'Allemagne de l'électricité carbonée en heures de pointe, les pics de consommation à certaines heures ne peuvent être assurés par le nucléaire, incapable de cette flexibilité. En dehors d'une sobriété, on accompagne le développement l'ER par du gaz en complément, comme pour par exemple des panneaux voltaïques qui ne peuvent être utiles en cas de manque de soleil. Le stockage de l'électricité est en devenir, des brevets sont en cours et nous avons de bons espoirs.

Florian Charlet, de Greenpeace.

L'énergie du nucléaire est sale. On parle d'énergie décarbonée, mais tout fonctionnement d'une centrale est sale, que ce soit le traitement ou la production. L'ER est variable, on le sait, mais les solutions sont déjà dans nos mains puisque le pompage turbinage de Revin, d'une capacité de 800 mégawatts, autant qu'un réacteur nucléaire, fonctionne très bien depuis des années. Ces solutions, il suffit de les mettre en œuvre. Si par exemple, une éolienne subit un sabotage, ça reste moins grave qu'une centrale ou une piscine de combustible. L'énergie est dangereuse ou non, et les risques sont grands de nos jours, le monde a changé. Le risque ne doit plus être imposé aux populations. De plus, les entreprises qui proposent le remplacement et la réparation des EPR n'ont pas les financements pour les réaliser, alors s'il s'agit d'investir dans les ER, ça sera compliqué.

Guy Cambianica répond que sur les points lumineux, ils sont remplacés par des LED, qui permettent une économie d'éclairage en l'améliorant. On évoque Négawatts, mais ici en Lorraine nous avons des entreprises qui ont réduit leur consommation d'énergie de 80%, on a des milliers de gisements de ce type mais il faut que la loi accompagne encore mieux et simplifier l'accès à ces évolutions.

DÉBAT PUBLIC PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DE L'ÉNERGIE

DU 19 MARS AU 30 JUIN 2018



Conclusions

- **Julien Vieille** : il n'y a pas d'énergie propre. L'énergie propre, c'est celle qu'on ne consomme pas. Dans la nouvelle stratégie énergétique, nous devons être comme dans l'économie participative. Nous ne pouvons pas être autonomes, et devons penser européen et ouvrons-nous à un scénario collaboratif.
- **Isabelle Hoellinger** : la valeur ajoutée qui peut être donnée peut être sur la formation des gens, qui peuvent effectuer des audits et permettre d'optimiser les investissements. Valoriser au mieux les choix, et être en capacité de proposer quelque chose de précis pour que chaque euro investi soit la plus économique possible, et éviter le fagocitage des dispositifs. Il y a beaucoup de bonnes volontés, mais évitons de doper des secteurs d'activité qui ne le nécessitent pas, comme le photovoltaïque, boosté un temps et freiné ensuite, et reste très réduit encore aujourd'hui pour cause de mauvaises orientations. Une visibilité à long terme est indispensable.
- **Norry Schneider** : il y a des solutions, on en a entendues ce soir, et dans ce débat autour de la transition pourquoi attendre si longtemps ? Pourquoi se préoccuper de faire "un peu moins pire" ? Consacrez-vous à voir où on peut se désinvestir pour ne pas rester bloqué dans des fonds pas forcément nécessaires.
- **Sabine François** : nous aimerions voir augmenter la taxe carbone d'ici 2030 de manière significative, qu'on facilite l'appropriation territoriale des ER, qu'on structure ces filières dans nos politiques de maîtrise de l'énergie.
- **Marie Anne Isler Béguin** regrette que des projets ambitieux sur les transports en commun notamment soient bloqués, et espère plus de volonté des politiques et des citoyens, ainsi que des fonds pour les subventionner, grâce à la taxe notamment.